

L'Édito : L'Union africaine face à la crise du Covid-19, par Omar ALAOUI



Associé au sein du cabinet ESL & Network, Omar ALAOUI a occupé la fonction de Chef de cabinet auprès du Président de la Confédération Générale des Entreprises du Maroc (CGEM), Monsieur Salaheddine MEZOUAR. Omar ALAOUI a également occupé les fonctions de Conseiller spécial au sein de la Commission parlementaire mixte Maroc-Union européenne (CPM) entre le Parlement européen et le Parlement du Royaume du Maroc. Il siège actuellement au sein de la task force public-privé Africa COVID-19 Response Fund sous l'égide de l'Union Africaine.

Le Covid-19 interroge la capacité des Etats à riposter collectivement et challenge la notion même de multilatéralisme. L'Union africaine organise la solidarité panafricaine face à la tentation du repli sur soi de la part des pays les plus développés du continent.

Le bureau de l'Assemblée des chefs d'Etats de l'Union africaine a décidé de créer un fonds continental pour lutter contre le Coronavirus. Au vu du manque d'équipements sanitaires sur le continent, ce fonds a pour objectif principal de renforcer les capacités du Centre africain pour le contrôle des maladies (CDC Africa), organe technique qui doit répondre à l'urgence sanitaire et humanitaire qui touche le continent, à travers notamment une cartographie des besoins.

L'Union africaine s'est surtout distinguée par sa capacité à gérer de manière collective et ouverte l'opérationnalisation de ce Fonds et à prendre en compte les répercussions économiques du Covid-19. Les Commissaires de l'Union africaine, conscients des lenteurs administratives qui caractérisent parfois la bureaucratie d'Addis-Abeba, ont tout de suite associé le secteur privé panafricain, et ce malgré l'absence d'un véritable patronat africain à l'instar de Business Europe.

Plusieurs philanthropes du continent, regroupés au sein du club AfroChampions, et plusieurs fondations d'entreprises panafricaines ont tout de suite apporté contributions financières et expériences managériales au fonds de l'UA. La force du secteur financier panafricain et l'existence d'un réseau de banques régionales, à l'instar de Ecobank, permettent également de renforcer l'ingénierie financière de ce fonds.

Reste à voir l'implication de l'Europe (Etats et entreprises) au sein de ce fonds, alors que Ursula VON DER LEYEN a garanti une aide de plus de 15 milliards d'euros à l'Afrique mardi 7 avril. L'Union Européenne ne peut pas tourner le dos à l'Afrique, son principal partenaire sur les questions migratoires et de lutte contre le terrorisme.



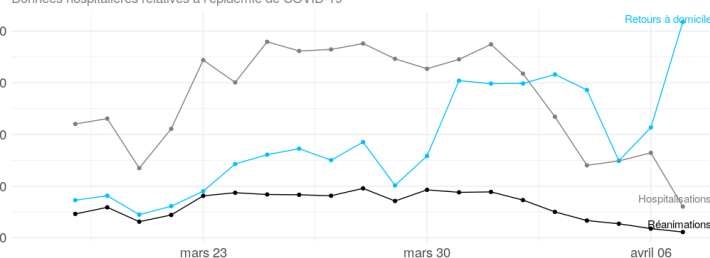
Tableau de suivi de l'épidémie

→ **1 417 décès en France** - La France a dépassé le cap des 10 000 morts. Les données agrégées (hospitalières et EHPAD) font, quant à elle, état de **1 417 morts** pour la journée du 7 avril. Alors certes, depuis que les EHPAD sont comptabilisés, bon an, mal an, la statistique officielle contraint à des exercices arithmétiques de consolidation des plus périlleux. D'autant plus périlleux qu'au même moment la réalité hospitalière (tout particulièrement le nombre de réanimations, à nouveau en baisse) fait apparaître une réalité statistique plus optimiste. D'où l'ajout d'un nouvel indicateur, une jauge, qui nous permettra de suivre quotidiennement l'origine des décès liés au Covid-19.

Décès hospitaliers 605		Décès EHPAD 812		Évolution du nombre de morts (%)		
Pays	Décès	Personnes contaminées (Total)	Évolution journalière du nombre de cas	Évolution journalière du nombre de décès	Taux de mortalité	Évolution du nombre de morts (%)
États-Unis	12722	396223	29556	1939	3.2	18
France	10328	109070	11059	1417	9.5	16
Royaume-Uni	6171	55836	3666	786	11.1	15
Espagne	14045	141942	5267	704	9.9	5
Italie	17127	135586	3039	604	12.6	4
Allemagne	2016	107663	4289	206	1.9	11
Corée du Sud	192	10331	47	6	1.9	3
Chine	3331	81739	32	0	4.1	0

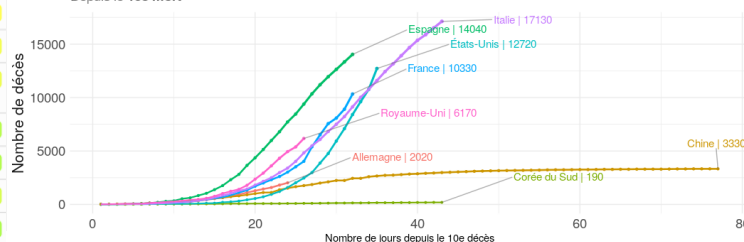
Évolution de la situation sanitaire en France (par jour)

Données hospitalières relatives à l'épidémie de COVID-19



Évolution du nombre de décès depuis le 10e décès

Depuis le 10e mort



Retrouvez l'ensemble des données en temps réel sur le [dashboard de John Hopkins](#)

Regard d'expert : Etats-Unis, une crise peut en cacher une autre, par Dominique LEBLANC

Dominique LEBLANC est associé senior chez ESL & Network France. Après avoir été au Ministère de l'Industrie (1979-1984) et au Ministère de l'Economie et des Finances (1984-1988), il intègre la Société des Bourses Françaises, aujourd'hui NYSE-Euronext. Il y occupe successivement plusieurs fonctions de direction, jusqu'à en devenir le directeur général délégué. En 2001, il devient directeur général délégué de Viel et Cie, et en 2003, directeur général délégué de FinInfo SA. En mai 2008, il crée la société Information & Finance Agency S.A.S, société de conseil, spécialisée dans les questions de finance de marché et d'évaluation d'entreprises dont il est le président-directeur général. Dominique LEBLANC est président de Wansquare et de La Lettre de l'Expansion.



En l'espace d'à peine deux mois, les Etats-Unis pourraient connaître leur taux de chômage le plus faible depuis près de 50 ans, 3,5% en février 2020, et le plus élevé depuis la seconde guerre mondiale, possiblement bien au-delà des records à 10,8% des mois de novembre et décembre 1982.

Les chiffres hebdomadaires des demandes d'allocation chômage ont explosé, 282.000 nouvelles demandes pour la semaine du 8 au 14 mars, 3,3 millions la semaine suivante, 6,6 millions pour la semaine du 22 au 29 mars. Le consensus des analystes prévoyait des chiffres inférieurs de 50%. Il table désormais sur 15 à 20 millions d'emplois nets détruits sur les seuls mois de mars et d'avril.

Ces chiffres vertigineux s'expliquent bien sûr d'abord par la crise sanitaire et les effets du confinement. Une seconde explication réside probablement dans l'extension des indemnités chômage, et donc la prise en compte de nouvelles catégories de demandeurs, aux travailleurs indépendants ou à temps partiel, aux personnes malades ou en quarantaine. Une troisième explication mérite aussi être recherchée dans le choc très violent et très soudain que vient de subir l'industrie du pétrole et du gaz de schiste.

Depuis la crise de 2008, l'économie américaine est dopée au pétrole et au gaz de schiste. Avec 11 millions d'emplois créés en 10 ans, 430 milliards de dollars d'investissement, une dette financière à rembourser d'ici 2024 de 240 milliards de dollars, et malgré un modèle économique considéré comme fragile, l'industrie du pétrole et du gaz de schiste a fait la preuve de sa résilience, en réussissant à faire baisser ses prix de revient de 70 à 40-50 dollars le baril.

Mais à 20, ou même 30 dollars le baril, le modèle économique du pétrole de schiste ne tient plus. A une crise économique très sévère, conséquence de la crise sanitaire vient s'ajouter une crise pétrolière également redoutable avec pour conséquence la destruction d'une large part des 11 millions d'emplois créés. Jeudi dernier, un premier groupe pétrolier, Whiting Petroleum, a annoncé sa cessation de paiement. Il est probable qu'il sera suivi par beaucoup d'autres ainsi que par quelques banques régionales lourdement exposées.

Pour l'instant le plan de 2.000 milliards de soutien à l'économie ne prévoit pas de mesures en faveur des entreprises pétrolières. Publiquement le Président se félicite d'une baisse qui fait fondre les prix à la pompe. En coulisse le Président et son administration s'efforcent de jouer les médiateurs entre la Russie et l'Arabie Saoudite, en conflit depuis l'échec de leur négociation début mars pour une nouvelle réduction de la production.

Le Président Trump a dit s'attendre à ce que les deux pays acceptent de réduire leur production de 10 à 15 millions de barils par jour. L'OPEP a bien confirmé qu'une telle proposition était à l'étude mais a aussi précisé que l'effort devrait être partagé y compris avec le pays devenu depuis 2018 le premier producteur mondial. D'une façon ou d'une autre, l'industrie du pétrole de schiste devra se contracter.

COVID-19, et ingénierie russe, la menace fantôme ? - Kevin Limonier, maître de conférences en études slaves à l'Institut Français de Géopolitique (IFG) et spécialiste de l'écosystème informationnel russe, s'est fait l'écho hier soir d'un [article universitaire](#) publié par deux chercheurs de Manchester appartenant à *Reframing Russia*, un projet de recherche dédié à l'analyse de l'environnement médiatique post-guerre froide mettant particulièrement la focale sur l'activité de *RT (ex-Russia Today)*. Les deux chercheurs qui en sont à l'origine, Stephen Hutchings et Vera Tolz, ont analysé en détail certains écueils inhérents au *fact checking* et, plus globalement, aux activités de veille et de détection de circulation d'informations de la part d'organisations proches de l'Union européenne. Paradoxalement, les deux chercheurs soulignent qu'en raison de biais, méthodologiques, culturels ou encore géopolitiques, une partie des activités de contre-désinformation pourrait s'avérer au mieux inopérantes, au pire constituer des vecteurs de diffusion de désinformation. Les deux chercheurs soulignent notamment que dans le cadre de leur suivi des informations relatives au COVID-19, les équipes collaborant pour la *task force* EUvsDisinfo ont commis des biais méthodologiques qui ne sont pas sans conséquences sur les narratifs que tendent à reprendre tout une frange des médias internationaux. Dans certains cas, des phrases et des déclarations sont ainsi extraites de leur contexte, remaniées et décontextualisées, pour constituer des exemples prétendant éduquer des menées de médias, et autres affidés, pro-Kremlin dans l'écosystème informationnel (radio, télévision, média ou encore réseaux sociaux). Par exemple, dans le cadre de débats ayant lieu sur des chaînes russes, où de manière polyphonique différentes grilles de lecture s'entrechoquent autour du COVID-19, de ses origines aux ressorts de sa diffusion, les analystes de EUvsDisinfo seraient ainsi enclins à mettre l'accent spécifiquement sur les déclarations les plus dissonantes pour donner corps à leur grille de lecture originelle. Stephen Hutchings et Vera Tolz questionnent également la manière dont la structure organisationnelle, tant le profil des analystes que ceux dont les activités sont *outsourcées*, de ces entités de contre-désinformation peut créer des situations équivoques. D'après une étude citée par les deux chercheurs, un bénévole collaborant pour EUvsDisinfo serait ainsi à l'origine de 25% des cas de désinformation mis au jour par cette entité. Nul besoin de souligner l'inévitable biais humain introduit tout à la fois par ce déséquilibre et cette part de voix considérable prise par un seul et unique opérateur. De même, le fait qu'une large frange de ces bénévoles proviennent de pays ayant connu une présence soviétique, n'est pas sans donner lieu à des schémas de réactivation de grilles de lecture biaisées à l'égard de la Russie. Un appel à la prudence donc, alors même que les ingénieries et activités informationnelles tendraient à redoubler en cette période de crise sanitaire (Damien Liccia).



kevin limonier
@kevinlimonier

Parfois, "la désinformation russe" constitue une menace en cela qu'elle est déformée et mésinterprétée par des analyses peu scrupuleuses dont l'objectif est surtout de faire fructifier un capital ... au détriment d'une compréhension sérieuse du phénomène.

La data au service du dépistage et du déconfinement : entre progrès et inquiétude - Après le [partenariat entre Facebook et des chercheurs](#) pour évaluer la propagation du Coronavirus et l'ouverture de données cartographiques de Google aux gouvernements afin de **mesurer l'efficacité de leurs politiques de confinement**, l'Allemagne a mis en place sa propre application dédiée : [Corona Datenspende](#). Celle-ci enverra, sur la base du volontariat, à l'institut Robert Koch **des données santé de montres connectées**, le pouls, le rythme du sommeil, ou encore la température corporelle. Autant de données qui permettraient à l'Institut allemand d'estimer si un utilisateur, non traité dans les hôpitaux, est ou a été atteint par le Covid-19. Un dispositif similaire devrait être mis en place en France selon le [secrétaire d'État au Numérique](#) Cédric O, afin de préparer le déconfinement. Le dispositif gouvernemental « Stop Covid » utilisera les données des utilisateurs volontaires pour **retracer les interactions sociales** de personnes contaminées, afin d'alerter les personnes inscrites sur la plateforme, qui auraient été en interaction avec des patients atteints du Covid-19. Un moyen pour le gouvernement de permettre que les **individus alertés se fassent dépister** et évitent, potentiellement, de transmettre le virus. [Grâce à un dispositif Decentralized Privacy-Preserving Proximity Tracing \(DP-PPT\)](#), « Stop Covid » utilisera les connexions Bluetooth entre les téléphones des utilisateurs lors de leurs interactions sociales, enregistrées sur deux semaines. Bien qu'anonymisés, ces dispositifs suscitent leur lot d'interrogations. Pour les pouvoirs publics, l'enjeu est de mettre en place un dispositif **le plus sûr possible en termes de cybersécurité et de respect de la vie privée**. Pour les acteurs du numérique, l'enjeu est de développer un outil **éthique et sécurisé juridiquement**. Une base de données, comportant des informations relatives à la santé et aux interactions sociales pourrait cependant être malmenée si elle se retrouvait entre les mains d'acteurs malveillants. Pour une frange de l'opinion publique, ces annonces constituent néanmoins une atteinte aux **libertés individuelles** et un moyen de « **fliquer** » la population pendant le confinement. C'est ce que nous apprennent les hashtags « **Tracking** » ou « **Je Sors Sans Mon Portable** ». Alors que certains utilisent l'argument des masques manquants pour critiquer la volonté du gouvernement d'investir dans un tel dispositif, d'autres y voient le fait d'un État qui cherche à « traquer » ses citoyens. Autant de considérations qui montrent que la **data** peut aujourd'hui être utilisée pour **lutter contre les épidémies**. Mais au prix d'une certaine **crainte de la part de la population**, notamment sur le plan des libertés individuelles. (Alexandre Trifunovic)



Olivier Tesquet
@olivierstesquet

Dans son bulletin de veille, le Comité national consultatif d'éthique s'inquiète des effets d'une application de suivi des malades : discrimination, stigmatisation, arbitraire et extension du contrôle social par les pouvoirs publics ou les acteurs privés.

Regard d'expert : Les Ehpad, l'affaire de tous, par Philippe RECLUS

Philippe Reclus, associé senior chez ESL, a été directeur adjoint de la rédaction du *Figaro en charge de l'économie*. Il a créé et dirigé la *fondation Croissance Responsable* abritée par l'Institut de France. Il anime un séminaire à l'École Polytechnique consacré à « *L'entreprise et ses stakeholders* ».



Il y a la crise, brutale, décourageante, exténuante. Il y aura le jour d'après. Avec son avalanche de questions. L'organisation des Ehpad figurera en bonne place. On compte en France environ 10.000 établissements (y compris les structures privées solidaires) chargés d'héberger des personnes âgées dépendantes. Au total, environ 750.000 pensionnaires parmi les populations les plus vulnérables. Les pouvoirs publics ont réagi avec retard, pour informer sur l'impact de l'épidémie du Covid-19, puis tout récemment pour lancer un dépistage.

Depuis avril, les statistiques intègrent enfin les chiffres des Ehpad. Elles confirment, et même au-delà, les dégâts redoutés. La conséquence du manque de financements, du manque de moyens humains (médicaux et psychologiques) et techniques (masques, produits de protection). S'impose le paradoxe que cette crise des Ehpad réside moins dans la pathologie des personnes âgées résidentes que dans le manque de disponibilité des équipes d'aides-soignantes et d'infirmières provoqué par la rapidité et l'imprévisibilité de la diffusion de l'épidémie.

Toute réflexion pour « l'après » devra chercher des réponses adaptées aux réalités de ce secteur si particulier. L'argent public, qui est rare, sera important. Mais il ne sera pas suffisant : le secteur lui-même devra évoluer.

L'activité des Ehpad est financée à 40% par de l'argent public et cet argent finance 100% de la ressource essentielle des établissements, à savoir leurs équipes soignantes. C'est une illusion de penser qu'on pourra à l'avenir dimensionner les équipes des Ehpad à l'aune des conséquences d'une crise aussi extrême que celle du Covid-19.

Chacun va devoir y mettre du sien. Les opérateurs solidaires (associations, fondations) devraient être incités à se regrouper pour économiser sur les mêmes postes et se rendre plus efficaces. Il ne serait pas illogique que les opérateurs privés commerciaux, dont la rentabilité élevée est protégée par les barrières que sont les autorisations d'exploiter que leur donne gratuitement l'Etat, s'acquittent d'une redevance pour rémunérer cette autorisation. Quant aux opérateurs publics, nombreux et rattachés à des collectivités multiples, ils peuvent sans doute mieux mutualiser sur un territoire donné leurs approvisionnements et leurs contrats.

Tout le monde s'accorde à dire que les Ehpad doivent être des lieux d'accueil bienveillants pour les personnes âgées à qui sont offertes des conditions de bien vivre maximales. C'est oublier, ou vouloir oublier, ce à quoi servent les Ehpad. Selon l'Insee environ 15% des 600.000 décès annuels en France interviennent dans des établissements qui accueillent des personnes âgées. Ce chiffre est en progression régulière. Il constitue le symétrique de l'allongement positif de la durée de vie dont il faut se réjouir.

Notre société est-elle prête à faire cette révolution des esprits qui consiste à dire que, même si on continue à parler du « bien vieillir », les EHPAD sont avant tout des maisons de « fin de vie ». Regarder cette réalité douloureuse en face permettrait sans doute de la traiter avec les moyens et dans des conditions humaines et sanitaires plus adaptées.

À propos de nous



Xavier DESMAISON,
CEO
x.desmaison@antidox.fr

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



Alexandre MEDVEDOWSKY,
Président du Directoire
alexandrem@eslnetwork.com

Le Groupe ESL & Network s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'intelligence économique, de l'accompagnement stratégique et des affaires publiques. ESL & Network conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des États et gouvernements.